



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

perspectives

Question écrite n° 72622

Texte de la question

La vitalité des PME-PMI, évaluée par le baromètre BPLG-AFP, a progressé au début de l'été 2005, mais cette évolution masque le fossé entre les grands groupes français, dont les profits augmentent trimestre après trimestre, et la plupart des petites entreprises qui souffrent d'une économie atone. En 2004, les résultats des entreprises du CAC 40 ont progressé de 70 % quand le profit de l'ensemble des entreprises françaises n'a augmenté que de 4 %. Depuis 2001, et plus encore depuis 2003, les grands groupes, largement tournés vers l'international, ont bénéficié de la croissance mondiale et de celle de la Chine en particulier. De leurs côtés, les champions nationaux dont Sanofi-Aventis et Total ont annoncé des chiffres d'affaires et des bénéfices parfois supérieurs aux attentes des analystes, à l'instar du sidérurgiste Arcelor dont le bénéfice net semestriel a plus que doublé sur un an (1,937 milliard d'euros contre 865 millions d'euros au premier semestre 2004). Si on considère les sociétés non financières du CAC 40, 70 % du chiffre d'affaires de ces sociétés sont réalisés à l'étranger. La principale différence, qui explique cet écart durable entre une bonne santé des entreprises du CAC 40 et une fragilité des PME, c'est donc bien ce positionnement international. Les PME-PMI françaises, dont l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé en France, pâtissent d'une situation française et européenne difficile. En outre, elles ont souffert ces deux dernières années de la forte appréciation de l'euro, alors que les champions nationaux ont pu contourner le problème en produisant directement là où ils vendent. Si aujourd'hui la situation des PME-PMI est un peu meilleure, c'est précisément parce que l'euro a baissé. Mais c'est aussi pour cela que ce n'est pas l'euphorie, parce que l'euro a tendance à remonter. Le léger rebond des PME-PMI, résume-t-il, pourrait très bien s'interrompre si l'euro repartait à la hausse. Face à cette situation certains analystes et économistes prônent que l'État prenne des mesures et continue d'aller vers une flexibilisation de l'économie, vers une moindre pression fiscale afin de contrer une inévitable fuite des PME à l'étranger. Compte tenu de ces éléments, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande donc à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de lui indiquer sa position et ses intentions au sujet de ce dossier.

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 72622

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 septembre 2005, page 8300